Mais que fait donc le SNUipp ?

Que vous soyez Instituteurs ou Professeurs des Ecoles : adjoints, titulaires remplaçants, directeurs ou spécialisés, vos conditions de vie, de travail et de carrière doivent se jouer aussi en toute transparence ...

dans les commissions paritaires.

Avec le SNUipp-Guyane
vos élus défendent vos intérêts et ceux de l'école publique.
Vous les sollicitez toujours plus nombreux.
Donnez-leur les moyens d'être encore plus efficaces à votre service.

Comment intervient le SNUipp en CAPA ?

AVANT LA CAPA : consulter

- nous vous consultons (enquêtes, infos syndicales...) pour améliorer les règles mises en place dans le département,

questionner

- nous vous faisons parvenir des fiches de contrôle syndical qui nous sont indispensables,

vérifier et corriger

- avec les fiches nous pouvons constater les erreurs et agir auprès du rectorat pour les corriger à temps.

PENDANT LA CAPA : défendre

- les délégués du personnel SNUipp veillent au respect du barème en toute occasion,
- ils prennent en compte les dossiers de tous les collègues, et défendent les problèmes plus généraux.

APRÈS LA CAPA : informer

- très vite par téléphone et sur notre site internet,
- par la publication des résultats dans le journal « fenêtres sur classes »,

corriger

- nouvelles interventions du SNUipp pour aider les collègues qui ont des difficultés (erreurs apparues après la CAPA) ou qui ont des questions sur les résultats.

Il vous réunit,

- dans les stages syndicaux,
- dans les demi-journées d'information syndicale,
- dans les colloques,
- lors du congrès départemental...

Il vous défend en

- **CAPA :** Commission Administrative Paritaire Académique,
- **CTPA :** Comité Technique Paritaire Académique,
- **CAEN :** Conseil Académique de l'Education Nationale,
- Conseil de Formation,
- Commission de Réforme...

Il vous renseigne et vous conseille,

- dans les permanences au local, pour vous aider à faire vos vœux de mouvement, pour les permutations, les exeat-ineat...
- au cours des visites des responsables de secteurs qui ont un contact régulier et direct avec les collègues,
- en répondant à vos questions au téléphone, sur l'E-mail snu973@snuipp.fr...

Il vous informe,

- par sa presse départementale, nationale et fédérale,
- par ses bulletins électroniques,
- par son site

Pour que l'on puisse continuer, le 2 décembre,

votez SNUipp

Chaque voix compte !

Le mardi 2 décembre votez et faites voter : SNUipp-Guyane / FSU

Echos d'infos syndicales

Partout les mêmes questions : organisation du **soutien scolaire** ? Nouvelles modalités en cas de **grève** ? (voir page 5)

Partout les mêmes insatisfactions, plus ou moins prononcées : moins d'heures devant les élèves, horaires de soutien qui semblent imposés par les IEN et les mairies, manque de clarté y compris dans les circonscriptions où les conseils d'écoles ont donné leur avis, comment choisir les élèves, comment travailler avec les RASED…

Et partout les mêmes inquiétudes : pourquoi cette atteinte au droit de grève ? Peut-on faire grève sans se déclarer au préalable ? NON. Peut-on déclarer son intention de grève et aller travailler ? OUI. Si les mairies n'assurent pas l'accueil, qui est responsable des élèves des collègues non grévistes présents dans l'école ? Nous interrogerons le recteur à ce sujet.

A **MATOURY** (le 16 septembre): Soutien tous les jours de 13h30 à 14h, avec toutefois l'obligation d'accueillir les autres élèves à 13h50 (les collègues concernés ne font que 20mn de soutien, un peu court !). Des collègues proposent d'envisager une action collective de boycott du soutien, à réfléchir. Les élèves de la **CLIS 3** se trouvent déscolarisés depuis la rentrée faute de transport, égalité des chances ?

A **MANA** (le 19) : Les transporteurs ont dicté leur loi, ce qui donne des horaires aberrants : 7h30- 13h30 les lundis, mardis, jeudis, vendredis (soit 6 heures d'affilée !) et 2 heures de soutien le mercredi matin ;

A **JAVOUHEY** : 7h30- 12h30 les lundis, mardis, mercredis, vendredis ; 7h30- 10h30 les jeudis, avec soutien de 10h30 à 12h30. les transporteurs s'organisent. Vieux locaux retapés, attente de bungalows, les collègues se débrouillent, les enfants s'adaptent, une fois de plus. Là encore, un enfant handicapé moteur attend toujours son **AVS**, pour une scolarisation proche de la normale…

Les maternelles Robinson et Man Tina déplorent des **effectifs lourds** (28 en ZEP), de très nombreux non francophones, un local disponible (à Robinson) mais pas de **CLIN**. Par ailleurs, l'IEN ayant refusé tout maintien en maternelle, les CP débordent d'élèves non francophones avec seulement une année de scolarisation et faisant face à d'importantes difficultés.

A **St-LAURENT** (le 20) : Horaires : lundi, mardi, jeudi et vendredi 7h30 - 12h30 et le samedi 7h30-11h30. Soutien scolaire le jeudi de 15h à 17h. Une réunion de 2h l'après-midi, deux semaines sur trois (soit 48h annuelles). Conclusion : on passera désormais **5 jours et pratiquement 2 après-midi par semaine à l'école, tout en continuant de travailler le samedi !** Les IEN ont officialisé le fait que le soutien scolaire ne s'adressera qu'aux enfants capables de se déplacer par leurs propres moyens : égalité de traitement pour tous les enfants ?

Les collègues ne comprennent pas pourquoi les nouvelles écoles ne sont pas en **RAR**, nous poserons une nouvelle fois cette question, à laquelle aucune réponse claire n'a été apportée.

A **APATOU** (les 22 et 23) : la situation est **critique.** Il manque 8 adjoints, 2 ZIL et 1 BD sur les élémentaires, 4 adjoints à Maïman, où les parents en colère viennent nous annoncer en info syndicale qu'ils vont bloquer l'école, jusqu'à l'arrivée effective des enseignants. Paradoxe, : des contractuels présents dès la pré rentrée ont dû attendre le 12/9 pour prendre leur poste, d'autres étaient à ce jour sans barème et sans affectation (dossiers suivi par le SE...).

MAIMAN : Parents et enseignants sont devant l'école, avec quelques enfants. Dès le début du conflit nous venons au nom du **SNUipp** leur apporter notre soutien, nous leur conseillons d'alerter les **médias**. Nous alertons immédiatement les services du rectorat et délégués syndicaux sur Cayenne, pour qu'une réponse soit apportée à ces parents en colère à juste titre, ainsi qu'aux 2 collègues qui attendent toujours une affectation. **Le lendemain 12 nouvelles affectations** ont été faites, en particulier les 2 collègues qui avaient été oubliées par l'administration, et par les représentants syndicaux auxquels elles avaient eu la mauvaise idée de confier leur dossier ! Les parents étendront le blocage à l'ensemble des écoles, dans l'attente de l'arrivée effective des enseignants nommés. Discrétion, oubli des médias, n'est pas synonyme d'inefficacité !

Horaire : pour l'instant les collègues travaillent 26h devant tous les enfants. L'IEN propose de faire le soutien le mercredi matin, 1 semaine sur 3 ; Idée des enseignants : une semaine enfants en amont du bourg, une semaine enfants en aval, une semaine enfants du village.

Moyenne élève dans les classes = 25. Enfants présents dès la rentrée, chaises en nombre insuffisant dans certaines classes. Les commandes ne sont pas là, le ménage mal ou pas fait.

ASH non respecté sur Apatou (c'est pas nouveau) = pas d'**AVS** en CLIS, pas d'aide de la part de l'équipe ASH, pas de suivi de dossiers d'élèves, affaire de mœurs présumée l'année dernière très mal gérée (il a fallu 4 semaines pour voir arriver des psychologues) et encore très douloureuse pour les collègues, plus de **psychologue (poste « provisoirement fermé » !!),** équipes seules pour gérer les situations difficiles. Les collègues déplorent l'absence de contact avec M. Noël, demandent un AVS-co en CLIS, et un psychologue.

Pas de **téléphone** pendant 2 semaines. Commence à revenir progressivement. Pas d'internet à l'école.

Des **contractuels** en colère, qui viennent d'apprendre qu'ils ne seront pas payés du 1° au 15 sept.

A **GRAND SANTI** : Info de presque

4 heures, beaucoup d'échanges. **Situation difficile** : on ne trouve plus de **logement**. Il manquait encore 6 adjoints (dont CLIN, CLIS et décharge), 1 BD, 2 ZIL. La Directrice de l'école 1 a demandé au rectorat de ne plus envoyer d'enseignant tant qu'il n'y a pas de logement. **Nouveauté** : Mme Faubert aurait annoncé à une contractuelle qu'elle ne serait pas remplacée pendant son congé de maternité. Pas d'**internet** à l'école, téléphone en voie de disparition. Fleuve toujours pas « navigable », contrôles des papiers sur le littoral, freinent tout projet avec sortie. **Contractuels :** demandent des aides sociales mais ne peuvent pas se rendre à Cayenne, ne sont pas payés, attendent des réponses quant à la revalorisation promise, souhaiteraient avoir accès au **GOST**. **Soutien scolaire** : On s'oriente vers un soutien de **3h le mercredi toutes les 3 semaines** suivi d'une concertation d'1h30, à la place d'un mercredi « travaillé » normalement. Les collègues avaient fait une autre proposition : capitaliser les heures de préparation soutien pour que les enseignants bénéficient d'une formation professionnelle.

Pour suivre l'actualité et rechercher des infos, n'hésitez pas !
Consultez le site du SNUipp-Guyane : http://973.snuipp.fr

L'IEN a demandé aux collègues de **ne pas laisser entendre aux parents que l'école va mal !**

A **APAGUI** : équipe presque au complet : 1 titulaire T1 (fait fonction de directeur) et 6 L.C., la dernière tarde un peu à arriver. Internet fonctionne, logements en partie OK, pas de téléphone.

A MACOURIA : beaucoup d'interrogation sur le soutien scolaire car à ce jour, la commune de Macouria n'avait pas réussi à statuer sur la mise en place de ces horaires. La demi-heure de 13h à 13h30, choisie à la majorité par l'ensemble des collègues des quatre groupes scolaires, ne répondait pas aux souhaits émis par l'IEN (qui lui préfère le « deux fois une heure »).

Or le dispositif est très lourd à mettre en place compte du nombre important d'élèves prenant le bus.

A quoi sert donc la concertation ? Après un appel du SNUipp, Mme Robinson revient sur sa position et permet aux écoles d'appliquer la formule de leur choix.

Chantal, Fabienne, P-A, J-N G.

IUFM

L'intégration de l'IUFM à l'Université aurait-elle déjà commencée ?

Comment expliquer l'étonnement de M. le Recteur quand le détachement des formateurs n'a pas encore été accordé par le Rectorat? N'est-ce pas une manière de mettre des bâtons dans les roues de l'IUFM pour mieux la discréditer aux yeux des usagers et ainsi justifier son intégration ? A l'heure actuelle, les PE2 attendent en vain des formateurs en Lecture, en Sciences et en Langues régionales et n'auront pas de remplaçant en Français à partir de Noël !!!

Ceci est d'autant plus étonnant que l'on parle de moratoire pour la Guyane ! En effet, la spécificité de notre département est tel, que nous ne pouvons aspirer qu'à une dérogation quant à cette fameuse intégration prévue pour la rentrée 2010 ! Comment la Guyane avec ses 25 étudiants en master II (cette année) pourrait alimenter le vivier d'enseignants nécessaires au territoire ?! Feront-ils le poids face aux 172 PE2 actuels ? Evidemment, NON !

Sachant que parmi ces PE2, seul, un petit tiers provient de la PE1 de Guyane et que le reste est approvisionné par les Antilles et la Métropole, se pose la question de savoir quelle politique devra adopter la Guyane:

1. Garde-t-on un concours à bac + 3 en Guyane alors qu'ailleurs il sera à bac + 5 ? On peut aisément imaginer l'afflux massive d'une telle opportunité! Sans compter, que la Guyane devra s'enorgueillir de titulariser des enseignants « au rabais » (dixit le Recteur) !

2. Passe-t-on à un concours à bac + 5, comme tous les autres, alors que nos réserves sont plus que maigres ?

3. Et/ou aménage-t-on un concours spécial pour les contractuels de Guyane ?

4. Et/ou... personne ne sait ! Le Recteur lui-même !...C'est inquiétant, non ?

Outre cet aspect quantitatif, la qualité de la formation parait sérieusement en danger: interventions des maitres formateurs réduites, stages réduits, accompagnement des stagiaires réduit, bref la préparation au métier réduite ... à néant ! Savez-vous, que n'importe quel Master pourra faire l'affaire ?... Comment un Master en droit ou en commerce peut-il vous préparer à gérer une classe ?

Et puis, si avec votre Master Formation-Education vous échouez au concours et bien, ce n'est pas grave, vous continuerez votre belle carrière universitaire... jusqu'où ? Jusqu'à changer des couches en Maternelle ? Car finalement, « le concours n'est qu'une étape dans votre cursus universitaire » (dixit le Recteur) ! ...La bascule est loin d'être faite !

C'est vrai qu'on nous appâte avec un début de carrière couronné d'une jolie prime et d'un indice plus élevé mais qui vous dit que votre progression sera calquée sur la même pente que celle d'aujourd'hui ! Ne nous leurrons pas ! Derrière cette piécette, le gouvernement réalise une opération extrêmement juteuse ! Il fait l'économie des salaires de tous les PE stagiaires ! Et repousse d'un an, le nombre de demandeurs d'emploi! Bravo! M. Darcos ! Vous ne savez pas faire la preuve par trois mais là, 10/10 !

Et c'est justement pour tout ça et encore bien d'autres choses encore, pour garder une formation de qualité, que nous aussi, liste du SNUipp au CA et au CSP, on doit faire un carton plein ! Aux urnes, PE1, PE2, GOST, le mardi 21 octobre 2008 à l'IUFM !

VOTEZ SNUIPP!!!

Sevinç RHEIN, déléguée syndicale du SNUIPP à l'IUFM

Le mardi 21 octobre 2008 à l'IUFM ! Votez SNUipp !!!

Entendu à St-Laurent par des oreilles indiscrètes...

Beaucoup de choses se sont dites pendant ces deux premiers mois, notamment lors des infos syndicales. Certains sympathisants SNUipp se sont introduits incognito lors d'une réunion syndicale où ils n'avaient rien à y faire... Ils ont été vite reconnus... ce sont ceux qui posaient des questions pertinentes ! Ils n'ont pour autant pas été virés, je rends donc hommage sur ce point à nos concurrents. Mais je loue surtout le courage de nos reporters qui sont restés jusqu'au bout.

En effet, certaines choses entendues, ici ou là, les ont étonnés, agacés mais les ont surtout fait bondir.

Comme le SNUipp a été plusieurs fois cité lors cette réunion (on a même l'impression qu'on parle plus du SNUipp dans les réunions du SE que dans les nôtres !), permettez-moi de répondre à certains propos. Notamment sur l'observatoire de la non scolarisation, le sort des contractuels, le GOST... Les fameuses victoires que s'attribue sans vergogne le SE nous restent, c'est vrai, parfois en travers de la gorge...

Commençons tout d'abord par ***l'observatoire de la non scolarisation***, organisme regroupant syndicats, associations, élus. Comment un syndicat peut-il revendiquer une victoire quelconque alors qu'il a quitté l'observatoire au bout de quelques semaines ? Le SNUipp avec d'autres organisations syndicales y siège toujours depuis sa création. Ça se saurait si le SE était pour la scolarisation des 3000 enfants non scolarisés de Guyane recensés par l'observatoire.

Sur les contractuels, la victoire du SE, c'est d'avoir réussi le tour de force: faire croire à tous les contractuels de l'ouest que le SNUipp ne les défend pas sous prétexte qu'il ne fait pas partie du CENT (collectif des enseignants non titulaires). Alors là, la communication a bien fonctionné (je te dis bravo Bernard sur ce coup là !). Heureusement que le SNUipp n'a pas attendu la création de ce collectif pour défendre tous les enseignants, titulaires ou non !

Le SNUipp, n'en déplaise à certains, a signé le premier, avec la FSU, la revalorisation des salaires des contractuels du premier degré et leur alignement sur ceux du second degré. C'est une revendication qu'il porte depuis de nombreuses années. C'est également lui qui a réclamé depuis très longtemps une formation sur le temps de travail pour préparer le CRPE. Tout cela bien avant la création du CENT, de très nombreux écrits peuvent en témoigner. Voir page 5

Pour bénéficier de la réduction d'impôts,
Syndiquez-vous avant le 31 décembre 2008 !

Pour être tout à fait honnête et complet, ajoutons que le SNUipp s'est toujours opposé à la régionalisation des concours, l'éducation est et doit rester nationale. Il a de même toujours refusé de céder à la démagogie de la titularisation immédiate pour tous et sans condition. Bon nombre de collègues titulaires qui ont trimé plusieurs années parfois pour réussir ce concours verrait cela d'un très mauvais œil.

A propos du GOST, une autre « victoire », sans doute virtuelle elle aussi, car sa création émane de l'IUFM elle-même et plus particulièrement à René Serge de Neef qui a été le porteur du projet ! Que l'on se réjouisse de certains progrès, c'est une chose, mais qu'à tout instant, on réclame la paternité de tous les projets qui font avancer la profession, ça devient très très lourd...

Mais tout n'est pas mensonge dans ces réunions. En effet, lors de cette réunion, on a accusé le SNUipp de souvent refuser la négociation... et bien là-dessus je n'ai pas grand chose à dire, le SNUipp est fier de combattre l'administration lorsqu'elle a tort, lorsqu'elle essaie de faire passer les choses en douce. J'espère qu'il y aura toujours un SNUipp pour dire « Non » dans cette académie.. Et la victoire sur le « soutien scolaire » que vous revendiquez, celle-ci, on vous la laisse volontiers...

J'espère que le 2 décembre, les collègues feront le bon choix car les fameuses « négociations » tant louées par le SE riment souvent avec magouilles, copinage, non respect des règles…

Pour finir, ajoutons que nous avons une autre conception des réunions d'information syndicale. Pour nous, elles doivent être un lieu d'échange sur l'avenir de la profession et sur les difficultés que rencontrent les collègues dans l'exercice de leur métier, d'information sur les dangers de la politique actuelle du gouvernement et de l'administration rectorale, de mobilisation et de préparation d'actions en réponse aux attaques incessantes dont nous sommes victimes… L'adversaire n'est pas « l'autre syndicat », ne l'oublions pas. Notre adversaire, le vrai, se frotte les mains en observant !

Malgré tous ces coups bas, le SNUipp est toujours prêt à associer ses forces à celles des autres syndicats quand il s'agit de défendre une cause juste et importante. C'est ce qu'il a fait sans faillir pendant le mouvement de mai - juin 2008, tout le monde a pu s'en rendre compte.

Pour l'ouest, Dominique TERRIEN

Problèmes récurrents de logement à Grand-Santi

La gestion des logements par la SIGUY sur le site nous oblige à vivre dans des conditions plus que contestables. Tout d'abord, il me semble qu'à la vue de la date de nomination sur les postes du fleuve comme le site d'APAGUI, une procédure plus simple pour intégrer les logements pourrait être mise en place: j'ai moi même dû attendre une semaine et demi avant de pouvoir avoir les clés de mon logement pour ensuite le lessiver pendant plusieurs jours. Les chauves-souris demeurent un problème de santé publique qu'on ne peut ignorer.

Depuis, un collègue loge chez moi et n'aura pas ses clés avant la rentrée de la Toussaint !!!

Une autre collègue qui vient d'arriver ne peut pas intégrer un logement car insalubre. Elle va donc dormir 4 semaines dans une pièce près du bureau de huit mètres carrés servant en théorie d'infirmerie. Maroni Polyvalence n'a pas encore eu le feu vert pour réhabiliter ce logement, qu'attend la SIGUY ?

De plus, un logement en bon état est toujours occupé par une ancienne

contractuelle qui est à Cayenne et ne paierait pas son loyer depuis novembre dernier ! Qu'attend le contentieux pour libérer ce logement. Il serait peut être judicieux de prévoir une clause du bail qui obligerait les enseignant qui ne sont pas reconduits sur leur poste à quitter le logement.

Trouvez vous normal, qu'une fois le logement occupé, une société vienne nous en exclure 2 jours pour enlever le faux plafond ? La SIGUY nous demande d'anticiper, pourrait-elle faire de même pour nous loger dans des conditions convenables ?

Arrivé le 5 septembre, nous sommes aujourd'hui le 27, J'ai passé en tout et pour tout 13 jours dans mon logement "individuel", en collocation. Sommes-nous dans de bonnes conditions pour enseigner sur un site qui, vous le conviendrez, présente d'autres handicaps majeurs que nous avons évoqués avec monsieur Jean-Marie Nicolas, le premier étant l'eau potable ? Sans oublier l'absence de téléphone, l'isolement…

Nicolas

Kourou : cacophonie, cafouillage et précipitation

Kourou a eu son lot de dysfonctionnements cette rentrée avec l'application dans l'urgence des nouvelles réformes, des ouvertures de classes différées, des élèves sans enseignants, des élèves changeant plusieurs fois d'enseignants 3 semaines après la rentrée (les réaffectations étaient finies), des effectifs élevés (il nous semble important de ne pas se baser sur les moyennes en terme d'effectif mais de regarder l'effectif de chaque classe), des travaux de construction de classes nouvelles qui ont ou vont débuter…

Au chapitre des meilleures nouvelles, soulignons l'ouverture de 5 classes au CTP du 10 septembre réparties sur Sinnamary et Kourou. De plus, suite à notre intervention auprès de monsieur Lambert le jour de notre info syndicale à Sinnamary, une ouverture supplémentaire a été réalisée à l'élémentaire Latidine qui a permis de supprimer les nombreux doubles niveaux et de diminuer les effectifs.

Une mise en place du soutien qui crée de la désorganisation.

Les enseignants étaient curieux (voir impatients) de savoir à quoi allaient aboutir les multiples concertations qu'on leur avait imposées et n'ont sans doute pas été déçus !

A contrario de ce qui avait été annoncé en juin aux familles, l'Inspection a opté pour une modification « post rentrée » des horaires d'école de tous les enfants, avançant l'entrée des classes de l'après-midi à 13H30 (au lieu de 14H) et la sortie à 16H (au lieu de 16H30).

Les heures de soutien obligatoires interviendraient le mardi et le vendredi de 16H à 17H (et non 16h15 17h15: il ne s'agit pas en plus de « donner » le temps de pause entre la classe et l'aide !), allongeant ainsi la journée des enfants en difficulté d'une heure après une pose méridienne écourtée.

Les directeurs ont eu pour mission d'organiser des réunions dans leurs écoles afin de concerter les parents sur une proposition qui, au final, semble bien être une décision qui appartient à la municipalité (que l'on n'entend guère). Un bel exemple de démocratie participative !

> ***Les directeurs ont eu pour mission d'organiser des réunions dans leurs écoles afin de concerter les parents sur une proposition qui, au final, semble bien être une décision qui appartient à la municipalité (que l'on n'entend guère). Un bel exemple de démocratie participative !***

Les dispositifs d'accompagnement éducatif espérés dans les ZEP semblent s'enliser faute de participants. Les 8 heures supplémentaires n'intéressent pas toujours, surtout pour les collègues qui enseignent dans ces écoles et qui sortent de leur journée complètement lessivés.

Une mise en place du service minimum envers et contre tout.

La grève du 7 octobre a été suivie par environ 30% des enseignants de la commune avec des disparités importantes dans les écoles. Certaines ne comptaient aucun gréviste tandis que d'autres se voyaient fermées ou affichaient un taux de 90%. Le préavis imposé par l'administration obligeait les collègues à se déclarer avant jeudi 2 octobre 16H30, portant le délai à 4 jours dont 2 jours ouvrés, ce qui a largement contribué à freiner la participation.

Par ailleurs, des rumeurs concernant la mise en place du service minimum ont commencé à circuler parmi le personnel municipal dès vendredi 3 octobre. Contre toute attente, la mairie de Kourou qui auparavant semblait hostile au dispositif, aurait changé son fusil d'épaule, confiant la tache à ses ATSEM. Mme Tijus-Mac-Lorin, chargée des Affaires Scolaires, a exprimé son étonnement lorsque nous l'avons interpellée et ne paraissait pas être au fait de ces mesures. De qui donc émanait la décision?

Le lundi 5 octobre, certains personnels recevaient la visite de chefs de service confirmant les bruits de couloir. M. Jean-Etienne Antoinette, Maire de Kourou, aurait entériné le dispositif en adéquation avec M. Wacheux, Recteur de Guyane. Les ATSEM, ordinairement non habilitées à prendre en charge des groupes d'enfants sans l'accompagnement d'un enseignant, se voyaient prendre la responsabilité d'accueillir les élèves de grévistes. La réalité du terrain fut tout autre. Si dans la plupart des écoles, les parents ont pas ou peu cherché à bénéficier du service d'accueil, d'autres ont assisté à une levée de bouclier bien justifiée de la part du personnel communal (dont nous saluons le courage).

La politique de l'administration semble être « faire vite ». Quand parlerons-nous de « faire bien » ?

Deux enseignantes syndicalistes qui veulent encore défendre une école de la République de qualité.

Amalia et Hélène

Inanimation pédagogique à Matoury

Qu'elle ne fut pas notre surprise lorsqu'après 15 minutes de retard dû à la mise en place du matériel, monsieur l'inspecteur entame un long monologue en faisant un rappel sur nos obligations de service, l'importance de la ponctualité ainsi qu'un exposé sur la morale et les règles de civilité. Nous pensions que le temps de l'infantilisation d'adultes responsables de leurs actions et de leurs actes était révolu, mais surtout nous ne pensions pas que l'on pouvait proposer trois heures d'animation pédagogique d'aussi piètre intérêt et aussi peu productive.

On a pu observer un changement de tonalité dans le discours de notre inspecteur qui a évoqué bien trop souvent le mot « inspection » par rapport à l'intitulé de cette matinée. Encore une fois, nous savons tous que l'IEN a un rôle de conseiller pédagogique et un rôle de contrôle de l'action des enseignants. Nous savons aussi que l'avenir du service public est mis à mal et que tout est mis en œuvre pour accélérer la mort du service public d'Education. Les principaux acteurs de cette mort annoncée et ceux qui la relaient comme « une soupe servie et bien réchauffée » sont les cadres de la fonction publique qui agissent avec un discours bien formaté où la libre expression est interdite.

La coupe est pleine pour beaucoup d'entre nous, d'un côté la faiblesse des actions et des solutions pédagogiques et, de l'autre, l'enclume et le marteau en guise de réconfort et de soutien (terme à la mode depuis la rentrée). De nombreux collègues ont été affligés par cette matinée dite pédagogique.

Nous souffrons toujours autant des conditions de travail exécrables qui ne cessent de se dégrader actuellement par les mesures gouvernementales annoncées : suppression des CLAD dans deux ans, des CLIN, de la formation continue, contractualisation des titulaires remplaçants. Et on voudrait nous faire croire que nous ferons mieux grâce à des programmes allégés et au dispositif des soutiens scolaires alors qu'il est impossible de prendre en charge l'ensemble des élèves d'une école qui en auraient besoin. Mais on a réfléchi au plus haut niveau, on nous asphyxie en réduisant notre pouvoir d'achat, en nous obligeant ainsi à travailler plus encore pour pouvoir vivre décemment, en nous contraignant à assurer les cours de soutien pendant les vacances scolaires. Et si cela ne suffisait pas, on propose une indemnité pour ceux qui souhaiteraient quitter la fonction publique et permettre ainsi d'accélérer la casse du service public d'Education. Merci encore pour cette matinée, le moral est au beau fixe.

Un enseignant en colère

Chronique d'un échec assuré

Enseignante depuis plusieurs années en école maternelle à Cayenne, j'intègre, ainsi que mes collègues, des enfants en cours de scolarité et parfois en cours d'année, avec des effectifs importants et des moyens de plus en plus réduits.

Pour ces élèves, souvent non-francophones, peu ou pas socialisés et n'ayant pas de pré-requis scolaires, l'école maternelle devient vite un échec. On demande aux enfants de se concentrer, de réfléchir, de mobiliser de la ressource psychique, alors que certains n'ont jamais eu à le faire auparavant, ni s'ils auront à manger le soir et si l'on s'occupera d'eux. Les préalables à la lecture, qui sont une bonne orientation temporelle, une bonne latéralisation et pas de troubles majeurs du langage, sont déficitaires chez la plupart de ces élèves.

Comment leur faire apprendre en 2 ans, voire 1 an, la langue française orale, le code écrit, et surtout leur permettre de donner du sens aux apprentissages scolaires ?

Les meilleurs s'en sortent ; pour les autres, c'est l'échec en CP, la démotivation, l'ennui et rapidement l'agressivité comme moyen de communication.

On parle souvent de spécificité guyanaise : pourquoi ne pas proposer **quatre ans** d'école maternelle, qui permettraient d'asseoir les compétences de base ; la première année entièrement axée sur la socialisation, la « bilinguisation », le renforcement de la langue maternelle ; ainsi que la découverte de tous les jeux indispensables au développement cognitif d'un enfant : jouets axés sur le proprioceptif, jeux de structuration spatio-temporelle, jeux symboliques que beaucoup d'enseignants « zappent » à cause de problèmes matériels, pour assurer le programme…les deux années suivantes renforceraient cette construction des capacités intellectuelles : nous rappelons que beaucoup d'enfants à Cayenne-sud ne disposent pas chez eux de cet environnement stimulant. Pourquoi ne pas leur laisser le temps des apprentissages centrés exclusivement sur la manipulation, la création, l'expérimentation ? Seulement après, la grande section peut préparer efficacement, par les activités très « scolaires », à l'entrée dans la lecture. Et dans ce cas, les évaluations de circonscription portant sur la maîtrise de la langue orale et écrite prennent tout leur sens ;

Nombre de ces enfants, si on leur laissait seulement du temps dans un environnement stimulant, ne seraient pas en échec.

Notre système fabrique l'échec mais nous sommes incapables d'y remédier car nous sommes dans une logique de quantitatif : nous scolarisons un maximum d'élèves dans de mauvaises conditions et sommes à chaque fois étonnés des résultats catastrophiques aux évaluations nationales. A quand une véritable école de la réussite et non plus une école de la faillite en Guyane?

Mais à écouter les propos récents de notre ministre sur l'école maternelle, on en vient à penser que les deux premières années sont en voie de disparition : le taux de scolarisation des enfants de 2 à 5 ans est passé de 84,9% en 2000 à 79,9% en 2007. **Ceci est d'autant plus déconcertant qu'au même moment, en Europe, la scolarisation préélémentaire est reconnue comme une des clés de la réussite scolaire.**

Elisabeth